



SOMMAIRE

Le programme

L'accompagnement des victimes

La prévention de la délinquance

Les violences intrafamiliales

L'étude sur les morts violentes au sein du couple de la délégation aux victimes

La lutte contre la cybercriminalité

La police technique et scientifique

15 juin 2009 - Carrousel du Louvre - PARIS

MATIN

8° RENCONTRE AVEC LES ASSOCIATIONS D'AIDE ET DE VICTIMES

«LA SECURITE AU SERVICE DES VICTIMES»

09H00 Accueil des participants.

10H00 Ouverture de la journée par M. le Préfet **Frédéric PECHENARD**, directeur général de la police nationale et par le général **Jacques MIGNAUX**, major-général de la gendarmerie nationale.

Modératrice : Commandant de police emploi fonctionnel **Maryse ROCHON**

10h20 «La lutte contre les violences intrafamiliales».

- ⇒ La mission du comité interministériel de prévention de la délinquance :
*M. Philippe **DE LAGUNE**, préfet, secrétaire général du CIPD (30 mn).*
- ⇒ L'étude sur les morts violentes au sein du couple :
*Le commandant de police emploi fonctionnel **Maryvonne CHAPALAIN** et le capitaine de gendarmerie **Karine LEJEUNE**, de la délégation aux victimes (20 mn).*
- ⇒ La mise en œuvre de « brigades de protection des familles » au sein de la police nationale :
*M. **Mathias VICHERAT**, conseiller auprès du directeur général de la police nationale (10 mn)*

11h15 – 11h30 : Pause

11h30 « Les nouvelles technologies au service des victimes».

- ⇒ La lutte contre la cybercriminalité : la plateforme PHAROS et la cyber-infiltration :
*M. **Christian AGHROUM**, commissaire divisionnaire, chef de l'office central de lutte contre la criminalité liée aux nouvelles technologies de l'information et le lieutenant-colonel **Alain PERMINGEAT** chef de la division de lutte contre la cybercriminalité du service technique de recherches judiciaires et de documentation de la gendarmerie nationale (30 mn).*
- ⇒ L'expérimentation des pré-plaintes en ligne :
*M. **Thierry COUTURE**, contrôleur général de la police à la direction générale de la police nationale et le colonel **Christian RODRIGUEZ**, chargé de mission auprès du cabinet du directeur général de la gendarmerie nationale. (30 mn).*

12h30 Echange avec la salle sur des thématiques diverses : les décédés sous X...

13h00–15h00

COCKTAIL DEJEUNATOIRE

APRÈS-MIDI

ASSISES

« VOS LIBERTES, VOTRE SECURITE, PARLONS-EN ENSEMBLE »

15H00 Film de présentation
Restitution des différents forums

15h30 Discours de Mme **Michèle ALLIOT-MARIE**, ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales

16h30 Clôture

L'accompagnement des victimes

Qu'est-ce que l'aide aux victimes ?

Plusieurs dispositifs se complètent pour améliorer ce service :

- dans les écoles de formations des policiers et gendarmes, des cours sont consacrés à l'accueil et à l'aide aux victimes ;
- au niveau local, le correspondant départemental "aide aux victimes" développe les relations avec les associations, améliore l'accueil, centralise les renseignements utiles.

Il est assisté :

- du bureau ou de la mission d'aide aux victimes de la sécurité publique (341 bureaux répartis sur 95 départements)
- des référents « violences intrafamiliales », dans les services de police comme de gendarmerie.

150 permanences sont tenues dans les commissariats de police et les brigades de gendarmerie par les associations d'aide aux victimes.

D'autre part, le ministère a signé le 7 mars 2006 une convention nationale avec deux associations spécialisées dans le domaine des violences conjugales afin d'améliorer la prise en charge de ces victimes.

Le rôle des intervenants sociaux

Depuis le début des années 1990 dans les commissariats de police et, à partir de 2004, dans des unités de gendarmerie, des expériences de mise en œuvre d'intervenants sociaux ont été développées en lien avec les collectivités locales volontaires pour :

- assurer un accueil plus efficace ;
- une prise en compte rapide ;
- pour la mise en place d'une solution durable par les services compétents.

A ce jour, 117 postes d'intervenants sociaux ont été créés :

- 70 au profit de circonscriptions de la police nationale,
- 31 en zone de compétence de la gendarmerie nationale,
- 16 sont mutualisés entre les deux services.

Depuis 2006 des psychologues sont aussi présents dans le dispositif

Ils interviennent tant à l'égard des victimes, que des auteurs, afin d'éviter de nouveaux actes de violence.

Ce dispositif est opérationnel sur 28 sites de police et il est prévu de recruter 20 psychologues de plus en 2009.

La délégation aux victimes, inaugurée en octobre 2005, est une structure mixte, chargée de proposer et conduire la mise en œuvre d'une politique dynamique et opérationnelle d'aide aux victimes au sein du ministère de l'intérieur.

Elle a pour mission :

- **en interne**, de proposer des actions, des méthodes et des outils adaptés à l'amélioration et la prise en compte des victimes dans les services relevant de l'autorité du ministre de. Elle est notamment chargée de faire évoluer les mentalités et les comportements des policiers et des gendarmes.

- **en externe**, d'entretenir des liens étroits et permanents avec l'ensemble des associations de victimes et d'aide aux victimes en analysant et relayant leurs attentes. Enfin, elle participe aux travaux interministériels et initie des réflexions sur des thèmes divers tels les violences au sein du couple, la traite des êtres humains, la protection des mineurs victimes, etc.

3-5 rue Cambacérès – 75008 Paris

Téléphone 01.49.27.38.54

Courriel : cabdgpn.deleg-victimes@interieur.gouv.fr

La prévention de la délinquance

Qu'est-ce qu'un contrat local de sécurité ?

C'est la formalisation, au plan local, des engagements entre les services de l'Etat et les collectivités locales, au premier rang desquelles la commune, ainsi que le monde associatif et économique.

Des CLS de nouvelle génération (circulaire interministérielle du 4 décembre 2006) consistent à recentrer l'action en direction des publics sensibles.

La police et la gendarmerie nationales sont des partenaires actifs dans ces nouveaux CLS. Il y a actuellement 414 CLS, dont 34 CLS de nouvelles générations (30 communaux et 4 intercommunaux) et 11 CLS transports publics.

Comment ça fonctionne ?

- D'abord définir des objectifs communs pour la prévention de la délinquance ;
- Puis arrêter des actions qui seront conduites de manière partenariale ;
- Enfin les préfets, les maires, les présidents de structures intercommunales et les procureurs signent les contrats. D'autres partenaires, comme les conseils généraux, les transporteurs, ou les bailleurs peuvent aussi être signataires.

Qu'est-ce qu'un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance ?

Les Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (C.L.S.P.D.), ont été créés par un décret du 17 juillet 2002.

Ils sont mis en place dans toutes les communes de plus de 10 000 habitants ainsi que dans les communes de moins de 10 000 habitants si elle comprend une zone urbaine sensible. Le CLSPD est présidé par le maire.

Un fonds interministériel pour la prévention de la délinquance (FIPD) permet à l'Etat de contribuer au financement d'actions de prévention mises en oeuvre dans le cadre des CLS et des CLSPD.

Que font – ils ?

Ils doivent :

- Assurer le suivi des contrats locaux de sécurité ;
- Décliner, au plan opérationnel, les objectifs découlant du diagnostic des CLS ;
- Favoriser l'échange d'information sur :
 - les attentes de la population,
 - la coordination de l'intervention de différents partenaires,
 - le suivi de l'exécution des initiatives prises en matière de prévention de la délinquance, d'aide aux victimes, d'alternatives aux poursuites ainsi que les mesures sociales, sanitaires et d'insertion favorisant la prévention de la récidive.

A ce jour, 782 CLSPD (491 communaux et 291 intercommunaux) fonctionnent.

Le comité interministériel de prévention de la délinquance a ainsi été créé par décret n° 2006-52 du 17 janvier 2006. Présidé par le Premier ministre ou, par délégation, par le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le CIPD comprend, outre le Premier ministre, les ministres chargés de l'intérieur, de la défense, de la cohésion sociale, de l'éducation nationale, de la justice, des transports, de la santé, de l'outre-mer, et de la jeunesse. Il fixe les orientations de la politique gouvernementale en matière de prévention de la délinquance et veille à leur mise en oeuvre. Il coordonne l'action des ministères et l'utilisation des moyens budgétaires consacrés à la politique de prévention de la délinquance.

Le Secrétariat Général Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance (SGCIPD) prépare les travaux et délibérations du CIPD, rédige chaque année le rapport au Parlement retraçant les résultats de la politique de prévention de la délinquance et exposant les orientations de l'Etat en ce domaine.

Il anime et coordonne la politique de l'Etat en matière de prévention, encourage et finance les initiatives locales dans ce domaine au moyen d'un fonds interministériel. Il organise l'échange d'information sur les pratiques les plus efficaces et favorise l'expérimentation.

Le 2 février 2009, le préfet Philippe de Lagune, secrétaire général du Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance, a été chargé, par lettre de mission du ministre de l'Intérieur, de réfléchir à des solutions permettant une meilleure prévention et un traitement plus efficace des violences commises dans la sphère familiale.

A voir : le site internet <http://www.sgcipd.interieur.gouv.fr>

Les violences intrafamiliales

Les violences intrafamiliales regroupent les violences au sein du couple et celles exercées à l'encontre des mineurs et des ascendants au sein de la cellule familiale. Depuis 2000 et la parution d'une enquête soulignant qu'en France, 1 femme sur 10 se déclarait victime de violences conjugales, les pouvoirs publics ont développé des dispositifs afin de mieux connaître et de mieux combattre le phénomène, dont l'ampleur reste préoccupante.

Différentes études démontrent un phénomène d'ampleur

La délégation aux victimes réalise, depuis 2006, une étude nationale sur les morts violentes au sein du couple. En 2007, 166 femmes ont été tuées par leur partenaire, soit 1 femme tous les 2,5 jours. Ces faits ont connu une augmentation de 14% entre 2006 et 2007.

Les chiffres de l'observatoire national de la délinquance sur la violence à l'encontre des femmes dans le couple révèlent que plus de 47 000 faits ont été enregistrés en 2007 par les services de sécurité, soit le quart de l'ensemble des violences volontaires sur personnes de 15 ans et plus, ce qui représente une augmentation de 31% entre 2004 et 2007.

Des actions concrètes pour réagir

- Mise en place de correspondants départementaux de lutte contre les violences intrafamiliales.
- Mise en place de formations spécifiques à destination des policiers et gendarmes.
- Mise en place de documentations à vocation opérationnelle ou informative :
 - questionnaire d'accueil des victimes de violences au sein du couple,
 - dépliants informatifs à remettre aux victimes,
 - brochures à destination des professionnels intervenant auprès de ces victimes,
 - des fiches d'intervention envoyées aux services sociaux du département par les services de police et unités de gendarmerie.
- Mise en place progressive de cellules d'enquête adaptées, qui permettent une meilleure prise en charge des violences intrafamiliales dans les services de police les plus importants. Cinq structures existent actuellement.

Renforcement des partenariats :

- Signature, en 2005, d'un protocole entre le ministère de l'Intérieur et l'Institut National d'Aide aux Victimes et de Médiation (INAVEM), visant à mettre en place des points d'accueil dans les commissariats et brigades de gendarmerie, assurés par des associations d'aide aux victimes. A ce jour 150 permanences sont installées.
- Signature, en 2006, d'une convention entre le ministère de l'Intérieur, la Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF) et le Centre National d'Information aux Droits des Femmes et des Familles (CNIDFF), visant à améliorer la prise en charge et l'accompagnement des femmes victimes de violences.
- Présence d'intervenants sociaux implantés dans les services de police et unités de gendarmerie. A ce jour, 117 postes d'intervenants sociaux ont été créés (70 interviennent au profit la police nationale, 31 en zone gendarmerie nationale, 16 sont mutualisés entre les deux services).
- Depuis janvier 2006, 28 psychologues ont été installés dans des commissariats répartis sur le territoire national et 2 au sein de la préfecture de police à Paris. Le recrutement de 20 postes supplémentaires est prévu pour 2009.

SYNTHESE DE L'ETUDE NATIONALE SUR LES MORTS VIOLENTES AU SEIN DU COUPLE

**En France, tous les deux jours,
un homicide est commis au sein du couple.**

156 femmes sont décédées en une année,
victimes de leur compagnon ou ex-compagnon.

27 hommes sont décédés,
victimes de leur compagne ou ex-compagne.

En 2008, **184 personnes** sont décédées, victimes de leur partenaire ou ex-partenaire de vie. Le ratio par jour reste identique à l'année 2007 : en moyenne, **une femme décède tous les 2,5 jours et un homme tous les 14 jours.**

Cette violence s'exerçant dans le cadre familial, **9 enfants** ont également été victimes des violences mortelles exercées par leur père.

En incluant les suicides des auteurs et les homicides commis simultanément avec ceux du partenaire de vie, ces violences mortelles ont occasionné au total le décès de **254 personnes.**

Par ailleurs, 20 membres de la famille, dont 14 enfants, ont été tués, sans que la conjointe ou concubine l'ait été, et 5 hommes se sont suicidés. L'ensemble des cas d'homicide dans un contexte de conflit de couple a donc entraîné la mort **d'au moins 280 personnes.**

Il ressort de l'étude que **94 faits** ont été recensés en *zone police* (dont 31 traités par la police judiciaire) et **90 faits** en *zone gendarmerie*.

Les morts violentes au sein du couple sont en **légère diminution** avec **8 faits en moins** par rapport à 2007.

Les femmes sont toujours majoritairement les victimes : 156 soit **84,4 % des cas.**

Sur les **27 femmes auteurs** d'homicide sur des hommes (15 en zone police et 12 en zone gendarmerie), **11 d'entre elles étaient victimes** de violences de la part de leur partenaire (4 en zone police et 7 en zone gendarmerie).

Les atteintes volontaires à la vie dans le couple représentent **16% des homicides sur le plan national.**

Année	2006	2007	2008
Auteur homme sur victime femme	135/168	166/192	156/184
Auteur femme sur victime homme	29/168	26/192	27/184
Auteur femme sur victime femme	2/168	0	1/184
Auteur homme sur victime homme	2/168	0	0

1. Méthodologie :

La méthode utilisée est la recherche du renseignement auprès des services de police, des unités de gendarmerie et dans la presse nationale et régionale.

Une sollicitation systématique des services concernés est effectuée afin de ne recenser que les morts violentes commises à l'encontre de partenaires, hommes ou femmes, quel que soit leur statut : conjoints, concubins, pacsés ou «anciens» dans ces trois catégories.

La délégation aux victimes traite individuellement chaque dossier.

2. Etude détaillée des faits :

2.1. Les faits commis dans le cadre du couple

La non-préméditation caractérise les crimes commis au sein du couple : 143 faits qualifiés d'homicide.

La majorité des faits a eu lieu dans des couples dont la **situation matrimoniale était établie** (mariage, concubinage).

Le moyen le plus souvent utilisé cette année par les agresseurs, hommes ou femmes, est **l'arme blanche**.

Les deux motifs principaux de passage à l'acte sont **la dispute** pour les agresseurs féminins (44%) et **la non-acceptation de la séparation** pour les auteurs masculins (35%)

L'antériorité de la violence n'est pas toujours déterminée lors des enquêtes, surtout en cas de suicide de l'auteur ou absence de procédures préalables. Cependant, dans **38% des cas, la violence antérieure** de la part du partenaire masculin a été établie. Par ailleurs, pour **40% des faits** où l'agresseur est une femme, **la victime masculine était auteur de violences** sur sa partenaire. Enfin, dans **10** affaires, les enquêtes ont permis d'apprendre que *l'auteur avait déjà été condamné, voire incarcéré, pour violences au sein du couple*.

La **maladie d'Alzheimer** est présente dans 13 homicides commis sur des victimes, principalement féminines (12). Dans les homicides où le passage à l'acte semble lié à l'âge, voire le grand âge, ou la maladie, huit cas peuvent être considérés comme de «**l'euthanasie**».

L'alcool était présent dans **54 cas** (dont 36 en zone police), soit près de **30% du total**. La progression de passage à l'acte sous l'emprise de l'alcool est en nette augmentation : **+ 10%**. Il est essentiellement consommé par les hommes avant le passage à l'acte. Cependant, 6 femmes auteurs en avaient absorbé au moment des faits.

Dans **20 cas**, l'auteur des faits était suivi psychologiquement ou psychiatriquement, dont 6 femmes.

Cette année, le département du **Nord** est particulièrement touché par le phénomène avec **15 homicides** (dont 12 en zone de police) ce qui représente un ratio de 5,8/million d'habitants. Viennent ensuite les départements de la **Gironde** et de la **Seine-Saint-Denis** avec respectivement des ratios 5,7/million d'habitants et 5,3/million d'habitants.

La région Ile-de-France comptabilise **31 victimes**. 35 départements n'ont recensé aucun homicide dans le cadre familial. 9 départements, plutôt ruraux, ne déplorent aucune victime depuis ces trois dernières années.

Enfin, pour les départements et collectivités d'Outre-mer, la Guadeloupe est le territoire le plus touché pour l'année 2008.

24 auteurs et **14 victimes** sont de **nationalité étrangère**, dont respectivement 9 et 6 hors Union européenne, la grande majorité en zone police.

Les **auteurs** n'exercent pas d'activité dans **59% des cas** : 25% sont à la retraite, 30% sans emploi (dont plus de la moitié en zone police) et 3,7% en arrêt maladie ou en invalidité. La représentation des **victimes** en inactivité est légèrement supérieure (**65%**) avec 37% de personnes sans emploi, 26% à la retraite et 1,6% en arrêt maladie ou invalidité.

Pour **95 couples**, les 2 étaient *en inactivité*, soit **51%** des cas (+7%)

Pour les actifs, la catégorie professionnelle la plus représentée est toujours celle des **employés**: 19% pour les victimes contre 16% pour les auteurs.

Dans les différentes tranches d'âge, on relève que les **auteurs de 41/50 ans** sont particulièrement impliqués dans ce type d'actes (**28%**). Quant aux **victimes**, la tranche des **41/50** est la plus concernée (**21%**). **32 auteurs et 28 victimes avaient plus de 70 ans, la plus grande partie demeurant en zone de compétence police. 10 auteurs et 10 victimes avaient plus de 80 ans.**

Le suicide ou la tentative de suicide de l'auteur reste une autre spécificité de cette violence. Ainsi, **32% des auteurs** se sont suicidés et **11%** ont tenté de le faire, la presque totalité étant des hommes.

2.2. Les faits commis dans le contexte intrafamilial

9 enfants sont morts en même temps que leur mère et 2 enfants de 9 et 15 ans ont fait l'objet d'une tentative d'homicide (dans 2 affaires différentes).

Il avait été constaté en 2006 le décès de 11 jeunes enfants. L'année 2007 avait été moins meurtrière envers ces victimes puisqu'un enfant avait été tué.

De plus, dans **16 affaires**, les meurtres ont été commis **devant les enfants**. Dans 8 cas, ce sont ces derniers qui ont découvert le ou les corps de leurs parents.

Lorsqu'ils ne sont pas tués en même temps que leur mère, les enfants, pour la plupart très jeunes, peuvent également être des **victimes directes**, lors des séparations difficiles de leurs parents et non acceptées par leur père. Ainsi, 9 faits ont pu être portés à notre connaissance en 2008 dans ce cadre, entraînant le décès de **12 enfants**, le suicide de 4 pères et la tentative de suicide de 3 autres.

D'autres membres de la famille ou des proches peuvent également être victimes. Trois affaires concernent plus particulièrement les meurtres du nouveau compagnon de leur femme dont ils étaient séparés : dans 2 cas, l'homme a tué en même temps son «ex» et le nouveau compagnon de celle-ci ; dans le troisième, *l'homme a été tué* mais la femme a survécu à ses blessures : l'auteur faisait l'objet d'une mesure d'éviction du domicile suite à des violences conjugales, dossier pour lequel il avait été convoqué en justice en janvier 2009.

Enfin, cette année, il a été recensé les meurtres perpétrés **hors du couple ou dans des couples «non-officiels»**, qui ne bénéficient pas de la circonstance aggravante telle que définie par le code pénal. Ainsi **14 homicides** ont été commis : 11 faits par l'amant, le petit ami ou l'ex dans ces deux catégories, 1 fait commis par une femme sur son amante et 1 fait commis par un homme sur son amant.

La lutte contre la cybercriminalité

Internet connaît depuis 20 ans un développement spectaculaire et a ouvert des perspectives multiples, permettant, pour tous, un accès rapide à la connaissance et à des formalités pratiques, telles que la possibilité d'effectuer par exemple des transactions diverses, notamment financières.

Mais Internet est un vecteur de menaces qui se répandent rapidement : escroqueries, faux mails, vols de numéros de cartes bancaires, pédopornographie, trafic de stupéfiants, terrorisme, idéologies d'inspiration raciste et xénophobe... contre lesquels il faut lutter.

Un dialogue constructif engagé avec les fournisseurs d'accès pour :

- mieux les associer à la lutte contre les sites à contenu illicite ;
- et rendre plus facile leur blocage.

Il associe les hébergeurs de site, les opérateurs, mais aussi les associations d'utilisateurs et les familles.

Une lutte internationale :

- Actes d'enquête à distance sur des sites illicites (sites pédophiles stockant des images sur des sites de stockage hébergés dans un autre pays) ;
- Adoption à l'initiative de la France, pendant sa présidence de l'Union européenne, de la plate-forme européenne de signalement de sites illicites sur Internet.

Au plan national, ne pas subir et s'adapter :

Depuis 2009, mise en service d'une plateforme nationale de signalement des contenus illicites sur Internet pour permettre :

- le signalement de tout site internet au contenu illicite (xénophobie, pédophilie, terrorisme, incitation à l'usage de la drogue, à la prostitution, escroquerie, incitation à la haine raciale, apologie de crime contre l'humanité ...).
- la centralisation et le recoupement des signalements qui seront exploités par les services compétents.
- l'intégration dans la législation de nouvelles dispositions permettant de punir plus sévèrement l'usurpation d'identité sur Internet.

La plate forme téléphonique « **Info escroqueries** » est un outil d'information et de prévention au profit des citoyens, dans le domaine des escroqueries. Le 08 11 02 02 17 (coût d'un appel local) est ouvert au public du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures sans interruption.

Une qualification toujours plus élevée et des moyens humains spécialisés :

Création à la Direction Centrale de la Police Judiciaire d'un groupe dédié à la lutte contre les escroqueries sur Internet au sein de l'Office Central de Lutte contre la Criminalité liée aux Technologies de l'Information (OCLCTIC).

Le ministère de l'Intérieur a prévu de doubler le nombre des cyber-enquêteurs de la police et de la gendarmerie.

A voir également :

La campagne d'information escroqueries sur le site www.interieur.gouv.fr

Belles affaires :

Le Service Technique de Recherches Judiciaires et de Documentation (STRJD) a notamment coordonné l'opération de police judiciaire baptisée « Arc en Ciel », qui se déroulait simultanément, en 2008, dans 78 départements de métropole et d'outre-mer. Réparties sur quatre jours, il a été procédé à 310 interpellations conduisant à la saisie de plus de 2.5 millions de photos et 30 000 vidéos pédopornographiques.

L'office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication (OCLCTIC) de la direction centrale de la police judiciaire, via l'Etat-Major de la DCPJ, a été informé le 11 février 2009 à 23 heures, par le Quart de nuit de Tours, qu'une personne membre du site www.jepoeme.com désirait mettre fin à ses jours. Les premières vérifications effectuées par l'OCLCTIC ont permis de constater que le site était hébergé aux USA, sans mise à disposition de contacts. Vu l'urgence, le permanent de l'OCLCTIC, après avoir créé un compte utilisateur sur le site, a pris attache avec le pseudo disant avoir été en ligne avec la personne suicidaire et a obtenu des éléments conduisant à son identification et à sa localisation en Vendée. Alerté, le groupement de gendarmerie de Vendée a dépêché des effectifs sur place, assistés des sapeurs-pompiers. La jeune femme suicidaire, découverte inconsciente, a été sauvée. Ses jours ne sont plus en danger.

La police technique et scientifique

Au service des enquêteurs et des magistrats, la police technique et scientifique (PTS) contribue non seulement à la lutte contre le crime organisé et le terrorisme, mais aussi à la lutte au quotidien contre la petite et la moyenne délinquance.

La police et la gendarmerie disposent d'experts de la PTS qui apportent aux enquêteurs des savoir-faire et des moyens techniques modernes, afin de faire avancer l'enquête en recueillant des preuves matérielles. Les laboratoires procèdent à des examens et des analyses des traces et indices matériels relevés sur les lieux des infractions dans les domaines de la balistique, des documents, de la biologie, des stupéfiants, de la toxicologie, et des incendies / explosions. La recherche d'auteurs se complète aussi par la consultation de fichiers contenant des informations précises.

Des outils modernes : quatre exemples

Les sources de lumière Crimescope et Handscope :

Les handscopes et crimescopes sont des sources de lumière permettant de procéder à une détection optique des traces et indices sur la scène d'infraction ou en laboratoire (fibres, empreintes digitales souillées, liquide biologique), non visibles à l'oeil nu.

Le portrait-robot assisté par logiciel :

Depuis plusieurs années, la réalisation de portraits-robots par les services de police se fait au moyen de logiciels dédiés, qui permettent de présenter à la victime ou aux témoins une grande bibliothèque de détails.

La modélisation en 3D d'une scène d'infraction :

Ce procédé technique permet, par des prises de photographies panoramiques en 3D, de disposer ensuite, sur ordinateur, d'une véritable reproduction virtuelle du lieu photographié.

Une fois les images travaillées sur le logiciel, il est ainsi possible de procéder à une visite virtuelle de ce lieu, y compris en zoomant sur des détails intéressant plus particulièrement l'enquête.

L'unité nationale d'identification des victimes de catastrophes (UNIVC) :

L'UNIVC est une structure non permanente constituée des unités de police et de gendarmerie d'identification des victimes de catastrophes.

Tous leurs membres ont reçu une formation spécifique. Cette unité a vocation à intervenir en France ou à l'étranger sur un événement majeur où une question d'identification se poserait.

Par exemple, elle est intervenue sur la catastrophe du Mont-Blanc, le crash d'avion de la West Carribean au Venezuela, le crash de Charm el Cheikh, ainsi que le tsunami en Thaïlande.